



Le 10 mai 2023

Document de la Deuxième Conférence de la Coordination des Syndicats et Associations de Retraités des Pays Arabes (CUSARPA) Membre de l'Union Internationale des Syndicats de Retraités et Pensionnés (UIS) affiliée à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) en coordination avec l'Association des Professeurs Vétérans de l'Université Libanaise (APUL)

Sous les hauts auspices de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) représentée par M. Quim Boix :

- Secrétaire Général de l'Union Internationale des Syndicats de Retraités et Pensionnés (UIS) de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM)
- Responsable de la Fédération Syndicale Mondiale des Syndicats (FSM) en Espagne.

1. Présentation de la conférence :

Le cadre général des syndicats et associations de retraités dans les pays arabes et la situation politique.

La deuxième conférence de la Coordination des Fédérations des Syndicats et Associations de Retraités des Pays Arabes (CUSARPA) a été marquée par la perte douloureuse de l'un de ses organisateurs, le Dr Chebib Diab, Président de l'Association des Anciens Professeurs de l'Université Libanaise, décédé avant la fin des travaux de la conférence le 11 mai 2023.

Suite à cette perte douloureuse, il a été décidé que la deuxième conférence des retraités des pays arabes de Beyrouth porte le nom du Dr. Chebib Diab, président de l'Association des professeurs vétérans de l'Université libanaise.

D'emblée, il convient de mentionner et de saluer les efforts déployés dans la préparation du document de base pour la conférence Dr. Chebib Diab, qui constitue un terrain de discussion et de consultation dans le but de jeter les bases d'une organisation régionale au niveau des pays arabes, établissant ses structures et définissant sa fonction, ses points de force et de faiblesse pour accomplir cette tâche.

La conférence du Dr Chebib Diab de l'Union Internationale des Syndicats de Pensionnés et de Retraités (UIS pour PeR) de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) s'est tenue à Beyrouth les 10 et 11 mai 2023. Celle-ci s'est déroulée dans le contexte de la crise structurelle du capitalisme comme modèle dominant, qui illustre, dans ses aspects économiques, politiques, sociaux et culturels, dans cette étape historique, toute la cruauté et la barbarie dans lesquelles la grande majorité de l'humanité a été introduite et exposée.

La crise agricole, industrielle, financière et humaine de ce capitalisme meurtrier, croulant et moribond s'exprime et se complète de façon naturelle, par des formes politiques néo-fascistes, féodales, autoritaires et conservatrices, toutes orientées vers la réussite d'un même but :

Le maintien au pouvoir et la poursuite de l'exploitation capitaliste, à travers des formes et des formules basées sur des alliances électorales d'une seule couleur ;
Ou à l'hégémonie et à la suppression des libertés démocratiques, conduisant à la dictature, et ces formes d'autoritarisme ont des objectifs principaux qui peuvent se résumer à une attaque contre le mouvement ouvrier de classe et contre le mouvement syndical pour le domestiquer.

L'État n'hésite pas à utiliser tout son appareil, non seulement le pouvoir judiciaire et les moyens de "propagande" (PROPAGANDE), mais aussi les autorités législatives, exécutives, médiatiques, éducatives et institutionnelles... pour réprimer toutes les formes de protestations.

Les formules et les méthodes utilisées pour gouverner selon le modèle capitaliste, généralement en tant que classe dirigeante, ou en particulier en tant qu'oligarchie féodale, diffèrent dans leur forme selon la structure économique, sociale et politique des pays dans lesquels elles existent.

Lorsque nous étions des travailleurs actifs, nous souffrions de l'exploitation, de l'oppression et du vol de notre travail politique ou social, de nos salaires et de nos conditions de travail par le capitalisme, qu'il soit dirigé par des

conservateurs libéraux, des sociaux-démocrates ou des seigneurs féodaux. Et ce sont ceux contre lesquels nous nous battons aujourd'hui lors de la conférence du Dr Chebib Diab pour les Pensionnés et les retraités des pays arabes. Nous suivrons désormais le même chemin pour réaliser nos revendications pour lesquelles nous nous sommes toujours battus

Pour obtenir les taux de profit les plus élevés, les systèmes d'exploitation capitalistes, guerriers et criminels recherchent les conflits armés et les famines, le pillage illimité de toute richesse naturelle ou créée par les peuples, ainsi que les épidémies et les maladies bactériennes afin d'éliminer les personnes âgées et les enfants des peuples pauvres. Les secteurs productifs sont soumis à une pression intense pour que la classe dirigeante obtienne le plus grand nombre de profits. Il cherche également à résoudre ses crises en réduisant les pensions de retraite par diverses méthodes, dont une réduction directe du pourcentage de la pension, l'annulation de la part de l'épouse et des personnes en garde, ou la réduction de la pension à son niveau le plus bas en cas de décès du premier bénéficiaire.

Le développement scientifique, notamment médical, a contribué à l'augmentation de l'espérance de vie moyenne, ce qui a poussé l'idéologie capitaliste endurcie à tenter de réduire les pensions de retraite, comme si ces retraités n'avaient rien à voir avec ce progrès scientifique, résultat naturel du progrès de l'esprit humain, et une inévitabilité historique à l'accumulation de la connaissance humaine. C'est pourquoi les cercles profonds du système capitaliste mondial ont cherché, à travers les multinationales, à réduire le nombre de la population terrestre, conformément à la théorie du « Maltouse », et ils ont constamment créé des maladies, des épidémies et des virus tels que le Covid-19, qui a anéanti des millions de personnes, en particulier des personnes âgées, et a causé de grandes pertes. Dans les coffres des États et des citoyens. Ces sociétés multinationales obligent tous les citoyens souhaitant voyager à obtenir un certificat de vaccination, qui n'est délivré qu'après avoir pris une ou plusieurs doses de vaccin, ou après avoir subi un test non gratuit, sachant que les monopoles des grands pays capitalistes ne reconnaissent pas les vaccins produits par leurs coagulants. Ces sociétés multinationales ont une fois de plus utilisé la santé du peuple pour la piller, et la santé est devenue une arme entre les mains du capitalisme à travers ses sociétés multinationales pour contrôler et piller la richesse du peuple.

Cette augmentation du nombre de pensionnés et retraités à l'échelle mondiale, qui absorbe une grande partie du budget public et mobilise des

sommes colossales, ne peut être un domaine fermé à la gourmandise des capitalistes à ce stade de la crise.

Pour cette raison, pour les capitalistes, la privatisation de cette énorme somme d'argent est un objectif d'une importance primordiale, et il en découle que la direction stratégique du capitalisme est de réduire les pensions publiques déjà existantes en :

- 1) Les transformations économiques et politiques à la lumière des guerres et des conflits armés derrière lesquels se tiennent l'impérialisme et ses agents du sionisme, de la réaction et de la dictature, et l'impact de tout cela sur les luttes des peuples, y compris les Arabes, pour la dignité, les droits de l'homme et l'émancipation de l'exploitation.
- 2) Augmenter les impôts directs et indirects
- 3) Modification des critères de calcul de l'indice du coût de la vie
- 4) Geler toutes les pensions puis les réduire au minimum chaque fois qu'elles ont la possibilité de résoudre leurs crises économiques, conduisant à leur abolition, pour devenir une simple aide sociale comme si nous ne la financions pas à partir des retenues qui ont été encourues sur nos salaires à l'étape du travail. Il tentera également de bondir sur la santé et les services sociaux face à une augmentation continue des prix de l'alimentation, des services, des transports et des communications, le tout dans le but premier de privatiser le plus possible l'énorme masse monétaire des pensions.

En plus de cela, la révolution technologique et le chômage, notamment chez les jeunes, sont à des taux très élevés, atteignant dans certains pays jusqu'à 55%, ce qui fait des retraités et des retraités, aux yeux du capitalisme, un secteur inutile, car ils ont sorti du cercle de la production ou, en d'autres termes, du cercle de l'exploitation capitaliste, mais ils peuvent être exploités indirectement par le biais des retraites ou des prestations sociales.

Cette situation nécessite de lutter avec tous ceux qui sont touchés par le mépris continu de la vie des retraités et des salariés, et de concevoir des formes d'organisation et des slogans appropriés qui répondent aux conditions de nos pays en général, et aux conditions de chaque pays séparément. La lutte commune devient une nécessité nécessaire si l'on tient compte du fait que les retraités constitueront un pourcentage élevé de la population à l'avenir ; Parce qu'il existe des études indiquant qu'en 2050 leur pourcentage sera supérieur à 30 % de la population mondiale et 35 % de l'électorat, ce qui signifie qu'ils constitueront une force qui pourra - si elle est bien organisée - exercer son influence politique de manière permanente pour atteindre son objectif but.

Pour cela, et en célébration de la deuxième conférence de la Coordination des Unions des Syndicats et Associations de Retraités des Pays Arabes (CUSARPA), la conférence de Chebib Diab et avec elle nous établirons les bases organisationnelles et politiques de la lutte de ce large groupe pour ses justes revendications.

La deuxième conférence de la Coordination des Unions des Syndicats et Associations des Retraités des Pays Arabes (CUSARPA) a estimé que les pensionnés et les retraités peuvent être une force de combat efficace qui peut jouer son rôle dans le processus de changement social, aux côtés de tous segments de la société.

2. Objectifs généraux

2.1 : La nécessité de former une direction régionale pour les pays arabes afin de coordonner les Unions de syndicats et d'associations de retraités dans les pays arabes (CUSARPA) de (UIS pour PeR) affiliées à la (FSM) en tant qu'outil syndical et fédéral crucial pour notre région.

Nous avons déjà indiqué que nous sommes confrontés à une véritable crise économique et politique structurelle du capitalisme d'énormes dimensions et de nature irréversible, malgré quelques améliorations. Pour cette raison, l'importance de nos luttes syndicales réside dans le fait qu'elles construisent la lutte syndicale et politique pour affronter la solution à la crise du capitalisme aux dépens des travailleurs, des personnes aux revenus limités et des retraités.

Les faits montrent qu'il existe de nombreux pays où les travailleurs ne bénéficient pas des droits minimaux du travail, et il est clair qu'ils ne bénéficient pas de pensions publiques adéquates ou de services sociaux gratuits et publics. L'obtention de ces droits est une tâche fondamentale et prioritaire qui doit être initiée par la deuxième conférence régionale des retraités et retraités dans les pays arabes, et elle sera mise en œuvre ultérieurement dans chaque pays séparément, avec la volonté d'une coordination au niveau international. Il faut aussi garder à l'esprit que même dans les pays où les retraités et retraités ont des droits reconnus, ceux-ci ne sont pas suffisamment défendus. De plus, la lutte pour les retraites rencontre des difficultés logiques (en raison de l'âge), de la santé ou de la mobilité. On a tendance dans de nombreux syndicats (y compris les syndicats de classe) à considérer les retraités comme de simples assistants syndicaux dont on profite de l'expérience ou du temps libre, et à profiter de , sans les organiser en retraités et retraités afin de mieux protéger leurs droits de toutes sortes.

Les conquêtes obtenues dans certains pays par les luttes des travailleurs et des peuples et celles institutionnalisées par les progrès du socialisme tout au long du XXe siècle, seront repoussées si les retraités ne s'organisent pas pour les défendre. Pour cette raison, et compte tenu de l'importance numérique et politique toujours croissante de la crise des relations publiques, nous sommes obligés, par solidarité, principes et intérêts de classe, d'établir une organisation à caractère régional, coordonnée au niveau mondial pour défendre les principes et les intérêts vitaux des retraités.

La structure de l'Union internationale des syndicats de pensionnés et de retraités (UIS pour PeR) dans les pays arabes n'est pas née de nulle part ; C'est l'expression de l'expérience totale des luttes syndicales et des luttes sociales, dans le camp syndical des vieux combattants pour mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme partout dans le monde. Il sera formé par les syndicalistes les plus militants et les plus expérimentés de nombreux pays et nous pensons que cette expérience de lutte doit être transmise aux jeunes générations et doit être mise au service de la lutte syndicale mondiale dans tous ses aspects et sa réalité.

Il faut profiter de cette même expérience, former les cadres des syndicats et s'organiser et participer, mener l'action syndicale des retraités, pour que les propositions d'organisation et d'action syndicale soient très souples, du moins pour un temps relativement long, selon les difficultés de toutes sortes que nous dirigerons pour leur développement. Cela nécessite une organisation simple et basique. Nous n'obtiendrons nos revendications que si nous sommes en mesure d'intégrer de nombreux retraités et retraités dans le travail organisé, sans discrimination fondée sur le sexe, la race, la religion ou le statut. Tout cela dans une démocratie authentique, avec une critique et une autocritique permanente, et l'absence totale de sectarisme. Nos principes et nos objectifs doivent être défendus fermement, mais de la meilleure façon.

Les premiers pas d'une nouvelle structure à organiser sont souvent difficiles dans tous les domaines, mais surtout dans les domaines du fonctionnement et de la publicité, nous suggérons donc qu'à ce stade de la restructuration régionale de l'Union Internationale des Travailleurs Retraités (ISU pour PeR) , que nous sachions recueillir toutes les propositions et étudier toutes les propositions avec audace afin d'étendre notre influence dans le milieu où évoluent les organisations fédérées de notre syndicat international. Il faudra aussi savoir compter sur amis, camarades ou compatriotes qui, dans certaines circonstances, peuvent apporter des contributions intéressantes de toutes sortes.

Il faut rappeler les objectifs généraux qui ont été approuvés à Athènes, lors du XVIII Congrès de la Fédération syndicale internationale (FSM), et à Durban (République d'Afrique du Sud) lors du XVII Congrès, ainsi que les documents adoptés lors le premier Congrès mondial des syndicats de retraités et de retraités qui s'est tenu à Barcelone (Espagne) en février 2014, afin qu'entre eux et les adapter à notre réalité de pensionnés et de retraités, une proposition d'objectifs spécifiques pour l'action syndicale régionale qui permettre au plus grand nombre de syndicats et d'associations de classe de s'organiser autour des orientations politiques, syndicales et organisationnelles de la FSM et de notre syndicat l'Union international (UIS) pour les pensionnés et retraités.

L'organisation du plus grand nombre possible de retraités et retraités en une organisation militante unitaire, démocratique, moderne et indépendante est à la fois un objectif et une opportunité pour orienter une action à caractère fondamentalement stratégique. En respectant toutes les expériences et particularités, il sera plus efficace d'organiser les pensionnés et retraités, dans la mesure du possible, dans leur lieu de résidence, car un critère pratique de nature pratique, basé sur la faible mobilité des retraités et retraités, permettra faciliter leurs réunions et leur organisation active, capables d'intervenir publiquement et surtout capables d'être de plus en plus efficaces.

Les objectifs fixés par le 16ème Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) ont été adoptés au niveau mondial par notre Union Internationale Syndicale (UIS) lors de son congrès fondateur :

- Combattre la corruption et réprimander les corrompus, les utilisateurs et les pilliers des fonds de pension, qui ont parfois mis fin à leur vide, et la nécessité d'établir des réformes des systèmes de retraite sur la base de la transparence, de l'intégrité et de l'enthousiasme.

Considérant l'augmentation du nombre de retraités dans leurs différentes catégories, réalisant l'importance de leur solidarité et unifiant leurs rangs, et conscients de la tendance mondiale à la multipolarité, en plus de travailler à accumuler des expériences réussies au niveau international, toutes sont des opportunités disponibles pour renforcer les luttes des retraités.

La lutte pour l'unité de la classe ouvrière.

- L'adhésion de nouveaux membres à l'organisation et à la lutte syndicales de classe.

À cet effet, l'Union Internationale des Syndicats des Retraités et Pensionnés (UIS pour PeR) devra intégrer, sur tous les continents, les cadres des syndicats, qui atteindront l'âge de la retraite.

- L'internationalisme comme base permanente et indestructible de notre travail syndical.

- Formation permanente et avancée pour mener la bataille idéologique contre l'ennemi dans tous les domaines.

- La nécessité d'utiliser la lutte sous toutes ses formes.

Organiser des luttes autour des besoins et des situations actuelles.

- Utilisation intensive de tous les moyens de communication possibles à portée de main.

Essayez toujours de vous assurer que les luttes se terminent par des victoires, aussi petites soient-elles.

Essayer d'intégrer dans notre sphère d'influence les indépendants.

Les immigrés, dans le contexte de la mondialisation, constituent un groupe important pour l'intégration.

Nous devons concevoir les luttes et leurs conséquences, non seulement comme des victoires ou des défaites immédiates, mais, au contraire, leur évaluation doit inclure des réflexions sur des concepts tels que "mise en commun des forces", "progrès organisationnel et/ou politique", "développement à partir de la conscience de classe, etc.

Tous ces objectifs, nous devons les faire nôtres, pour coordonner les unions des syndicats et associations de retraités des pays arabes (CUSARPA) de l'Union internationale des Pensionnés et Retraités (UIS pour PeR), et les accompagner en plus du nôtre, qui peut être, par exemple :

Le droit à une alimentation adéquate en quantité et en qualité

De l'eau gratuite et de qualité.

Le droit à une pension publique décente et suffisante.

Le droit à un logement convenable.

- Le droit au libre accès à tous les services publics.

Le droit à une bonne santé avec des soins publics gratuits.

Le droit d'enrichir le temps libre.

Le droit à la dignité personnelle et sociale.

Droit à la formation et à l'information.

Le droit aux maisons de retraite publiques et gratuites, ou dont le coût maximum ne dépasse pas 20 % du montant de la pension.

Tous ces objectifs, publics et privés, doivent constituer la base de notre activité syndicale et politique dans les pays arabes, et le travail syndical doit être organisé pour atteindre ces objectifs.

3. Une proposition de travail pour la Coordination des Unions des Syndicats et Associations de Retraités dans les Pays Arabes (CUSARPA)

Nous assistons actuellement à un processus accéléré de détérioration des conditions de vie et de travail, ainsi qu'à la perte des droits et des libertés pour tous les travailleurs et les peuples. À cette fin, le capitalisme international, l'impérialisme et le féodalisme utilisent toutes sortes d'outils, légaux ou illégaux, y compris les parajuristes. Ils ont décidé, comme ils l'ont toujours fait, que la crise provoquée par leur modèle économique, social et politique, c'est-à-dire le capitalisme, la fait payer par les travailleurs et les classes populaires, le tout pour sauver une infime partie du capitalisme qu'est le marché financier international d'oligarchie et ses répercussions nationales. Les politiques menées par les gouvernements de l'oligarchie internationale et ses partenaires ont conduit à cette situation sociale d'urgence, nous parlons donc de lutte et de mobilisation, comme éléments essentiels de la transformation sociale, face aux diktats du capital.

Nous sommes toujours opposés aux politiques syndicales de concertation sociale, représentées par les syndicats organisés au sein de la CSI (Confédération Internationale des Syndicats), et organisations apparentées qui trahissent depuis des années des résultats aussi désastreux pour la majorité de la population, notamment en signant des pactes sociaux avec les gouvernements et les employeurs (rappelez-vous l'accord signé en Espagne en janvier 2011 entre les fédérations européennes CCOO, UGT et PSOE qui a reporté l'âge de la retraite à 67 ans et réduit de plus de 30% le montant versé aux retraités).

Nous nous opposons à l'augmentation des impôts sur la classe ouvrière et les personnes à faible revenu, en particulier les retraités et les retraités, dont l'intégralité des revenus est consacrée à la consommation de denrées alimentaires de base, laissant les très riches exonérés ou presque exonérés d'impôts.

Nous exigeons l'abrogation de tous les décrets et lois (qui créent des réformes du droit du travail, des baisses de salaires, des coupes dans la santé, l'éducation, les services sociaux, des mesures fiscales, la violation des droits des immigrés...)

car ils conduisent à porter atteinte aux droits et libertés de la classe ouvrière et de la société dans son ensemble, et ne profitent qu'aux forces économiques.

Nous considérons que seule une défense claire des services publics est une garantie de préservation des droits des citoyens.

Nous exigeons un plafonnement de la pension de base pour les pensions scandaleuses des dirigeants de multinationales ou de sociétés transnationales qui pillent des sociétés et des pays.

Nous exigeons une séparation complète et radicale entre les institutions religieuses et les États, afin que les sommes colossales allouées au financement de ces institutions sous tous leurs aspects soient affectées aux services sociaux et aux retraites.

Nous rejetons catégoriquement les mesures de plus en plus répressives mises en œuvre contre les militants sociaux et syndicaux qui s'opposent à l'action gouvernementale.

Pour tout cela, notre lutte syndicale et politique quotidienne, et donc notre travail syndical prioritaire, doit porter sur les points concrets suivants :

- La loi dépendance, ou comme nous voulons l'appeler, qui garantit une couverture complète de tous les besoins de la population qui fait face à des problèmes de toutes sortes (psychologiques, économiques, de transport, etc.).

La loi sur la sécurité, qui garantit pleinement les pensions et les prestations sociales.

- Des retraites généreuses et adéquates avec un écart salarial de 1 à 3 au plus

- Lutter pour des retraites minimales supérieures à l'indice des prix à la consommation évalué par les syndicats) pour les réévaluer, car on suppose qu'elles sont en grande majorité insuffisantes ou inexistantes.

Le droit au logement. Nous veillons par notre lutte à ce que tous les résidents à mobilité réduite qui vivent dans des logements sans chauffage ni ascenseur disposent d'un logement adéquat.

- Réaliser la sortie de tous les retraités et retraités pauvres d'eux.

Combattez par tous les moyens l'idée développée par le capitalisme actuel que les retraites publiques sont en danger. Le seul but de cette politique est de privatiser les retraites existantes et les retraites futures. En ce sens, les citoyens devraient être largement informés que non seulement les pensions contractées auprès d'un fonds privé ont disparu, mais aussi que ces fonds de pension ont

perdu leur pouvoir d'achat. Par conséquent, en termes d'investissement, c'est une vraie ruine.

- Empêcher dans tous les cas les réductions des pensions des veuves et des orphelins.

Créer un certain nombre de dispositifs médiatiques et de propagande nécessaires et possibles, dans le but de mener la bataille idéologique, et de diffuser nos propositions à grande échelle.

Pour l'égalité des droits des immigrés.

- Lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, assurer l'accès à l'alimentation, à l'eau potable, aux médicaments pour tous, etc...

Tous ces objectifs et les luttes associées à leur réalisation ne peuvent être atteints sans y lier les retraités et les retraités de manière claire, forte et décisive, du côté politique et organisationnel des syndicats de classe au niveau national comme au niveau national, continental et international ; Le syndicalisme est aujourd'hui exclusivement représenté par la Fédération syndicale mondiale (FSM).

Cependant, malgré ces graves problèmes, aucun progrès n'a été réalisé dans la coordination et l'amélioration des communications avec les organisations et les rassemblements dans chaque pays arabe, ce qui nous permettrait d'organiser plus d'événements et d'améliorer la qualité au niveau international, pour augmenter la participation du public à l'Union Internationale des Syndicats des Pensionnés et Retraités (UIS pour PeR) de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) dans les pays arabes. C'est pourquoi la réalisation de nos revendications en tant que retraités internationaux et arabes, en les faisant largement connaître et en luttant pour eux, est au cœur de notre travail en tant que retraités internationaux des pays arabes. Se souvenir de nos revendications, en général et en particulier, est une tâche qui peut se résumer concrètement comme suit :

- La lutte contre le capitalisme (dans sa phase impérialiste, qui dans le cas de l'Europe opère en Afrique et dans les pays arabes), contre l'Union européenne et l'OTAN, contre les outils et les organisations contre les travailleurs et les retraités.

Rejet complet et lutte contre tous les systèmes de retraite privés. L'argent public, les gains obtenus grâce à la négociation collective pour les pensions publiques.

Les pensions sont versées sur la base de la meilleure année de travail, à 100% du salaire

- Annulation de l'IRG ou de l'IGB dans les pays où il s'applique

Unifier toutes les caisses de retraite dans les pays où il y a plusieurs caisses.

Transports en commun gratuits

- Tous les systèmes publics de retraite doivent être inclus et garantis (protégés) dans les constitutions, et en cas de pénurie dans les budgets généraux des pays arabes.

L'âge maximum de la retraite devrait revenir à 60 ans, et il devrait être de 50 ans pour les travailleurs exerçant des professions à haut risque.

Lier les pensions de retraite aux salaires des travailleurs pour éviter tout écart entre les salaires actuels et futurs

Retraite anticipée pour tous les salariés ayant travaillé 25 ans, même s'ils ne sont pas en mesure de cotiser.

Tous les travailleurs recevront une pension minimum, à fixer dans chaque pays, mais jamais inférieure au salaire minimum des professionnels dans chaque pays.

- Réévaluation automatique des pensions annuelles sur la base de l'inflation réelle, qui intègre les éléments d'une vie décente et n'affaiblit pas le pouvoir d'achat des retraités et retraités.

Éliminer la différence entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le montant à percevoir.

- Outre le paiement obligatoire des pensions, une loi sur la dépendance sera élaborée, qui comprendra le droit de bénéficier de toutes sortes d'aides personnelles, publiques et gratuites, y compris un logement social de qualité.

- Assurer l'accès aux biens de première nécessité pour une vie décente (énergie, eau, transport).

Droits humains complets et effectifs : droit à la vie, à mourir dignement, à la liberté, au travail, à la santé, au logement, à la culture, etc.

- Les orientations sociétales qui fondent les pensions sur l'espérance de vie moyenne sont inexactes, et les travailleurs ont le droit, à l'ère de l'essor technologique, de vivre plus longtemps, avec des pensions, des prestations et des soins de santé décents, de vivre librement sans le cauchemar de l'exploitation par les entreprises et l'oppression, et de se reposer et de disposer de leur temps comme bon leur semble. L'augmentation de la productivité que les nouvelles technologies (y compris les robots) ont générée et continuent de générer devrait permettre une réduction du temps de travail par semaine ainsi que du nombre

d'années passées au travail. Ce n'est qu'ainsi que les employeurs exploités seront empêchés d'être les seuls à bénéficier du progrès de l'humanité.

- Le financement de la sécurité sociale devrait être de la responsabilité de l'État et des employeurs, en particulier du grand capital qui, dans le système capitaliste, est celui qui contribue le moins aux recettes fiscales

Que des fonds spécifiques et suffisants soient prévus pour la recherche sur les maladies graves telles que le cancer, les maladies cardiaques, le sida, la COVID-19 et d'autres maladies qui touchent particulièrement les retraités et retraités.

Veiller à ce que l'OMS soit correctement financée.

- Pour tous : vaccins gratuits, tous les médicaments et traitements actuels pour les maladies chroniques

Rassembler et développer tous les niveaux de santé (prévention, soins primaires et spécialisés, hôpital).

Création de foyers pour personnes âgées, d'établissements pour handicapés lourds et pour malades mentaux, exclusivement publics et gratuits, dotés d'un personnel et d'équipements suffisants.

- Tout travailleur ou chômeur doit bénéficier de la sécurité sociale. Nous ne devons pas considérer le système de sécurité sociale comme un coût. L'âge de la retraite devrait être encore plus abaissé pour les femmes. Et l'État, qui prive les chômeurs, doit payer les cotisations sociales, y compris les retraites.

- 50% de promotion sur tout billet d'avion pour tout vol outre-mer sur les vols des compagnies aériennes nationales

- Financer les fonds de pension en taxant les multinationales qui gagnent des milliards de dollars sur le dos de l'exploitation de la richesse des pays.

Consolidation des fonds de pension

Pour répondre à ces justes demandes, il y a suffisamment de fonds et de ressources créés par l'humanité au 21^e siècle, il suffit d'abolir les dépenses militaires pour mettre fin au capitalisme exploiteur, inhumain et indifférent qui augmente chaque année en concentration de la richesse entre les mains de quelques-uns (les 1% les plus riches possèdent 45% de la richesse mondiale, tandis que les 90% les plus pauvres n'en possèdent que 20% ; 7 personnes, les plus riches, ont plus d'argent que les 3500 millions de personnes les plus pauvres, cette situation est inacceptable.

Nous croyons que ce processus est une condition préalable à la consolidation et au renforcement du mouvement ouvrier dans tous les pays et au niveau international, face aux problèmes communs posés par les travailleurs et les retraités qui, bien qu'ils ne travaillent plus, ne pas. Ils perdent leur appartenance de classe, ni leur esprit combatif, comme on peut le voir et le vérifier là où il y a un mouvement de retraités et de retraités.

Vive la lutte des pensionnés et retraités des pays arabes pour leurs droits !